

EN BREF

Je suis communiste, je le dis ouvertement

Marcel Staquet, ouvrier prépensionné de Boël à La Louvière, depuis peu membre de l'Amicale et candidat sur la liste électorale du PTB, a été à l'avant-plan au café syndical: «Nous avons mené la grève pendant 65 jours. Pour les 2.000 ouvriers de Boël, c'était la première fois. Nous n'avons pas pu maintenir le four à coke, mais cela ne signifie pas que notre grève a été un échec.»

Quelle est la principale leçon qu'il tire de cette expérience? «Si l'ensemble de la sidérurgie avait manifesté sa solidarité, le four à coke n'aurait pas été fermé. Alors le patron de Boël aurait tremblé. Une autre leçon, c'est qu'il faut se tenir fermement à ses revendications: pas de fermeture. C'est ce que le PTB m'a fait comprendre.

Je suis convaincu que si nous avions pu former une Amicale avant la grève, nous aurions pu travailler beaucoup mieux. L'affiche présentant les richesses de Boël a rendu le PTB très populaire. Par la suite, nous avons recolté 200 signatures pour les listes de parrainage. A présent, je suis candidat sur la liste électorale du PTB et je dis ouvertement que je suis communiste. C'est nécessaire. Celui qui veut barrer la route à l'extrême droite doit voter pour le PTB.»

Le capitalisme tue

Ingrid Verbanck, étudiante de Gand, a travaillé dans la grève de Boël. «Quand je suis arrivée à La Louvière, je ne me rendais pas compte que des ouvriers risquent encore chaque jour leur vie. Ainsi, Patrice m'a raconté: „Le père de mon ami a fait une chute mortelle à Cockerill Sambre. Le sous-traitant pour qui il travaillait n'avait pas le temps de respecter les règles de sécurité. Après l'accident, le chef et le reste du personnel ont quitté les lieux en vitesse en abandonnant l'homme pour mort. Le patron employait notamment des personnes qui travaillaient au noir.“ J'avais peine à croire que cela existait en 1994. (...) Un gréviste m'a expliqué qu'il craignait que ses enfants aient de bons résultats à l'école. „J'aurai honte quand je devrai leur dire que je n'ai pas l'argent pour les envoyer à l'université.“ Je ne veux pas vivre dans un monde où des gens meurent pour les bénéfices des patrons, où la richesse et la science sont les privilèges des riches.»

Réactions au débat

Un délégué FGTB de Gand: «Une bonne idée d'ouvrir aussi un débat sur la Sécurité sociale. Surtout les jeunes ont souvent du mal à comprendre que la Sécurité sociale est le résultat de la lutte des classes et de la solidarité. On ne le leur apprend pas à l'école. Ici oui, et d'une manière convainquante.»

Un délégué de la chimie: «Le sketch et les témoignages des dockers d'Anvers étaient très originaux et audacieux! Tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés dans l'usine ont été passés en revue: management participatif, flexibilité, Vlaams Blok. Le tout présenté d'une manière vivante et créative. Beau travail!»

Un ouvrier de Volkswagen: «Le débat sur les 32 heures était très intéressant, pas trop compliqué et ouvert à des opinions différentes. Je veux absolument retenir les chiffres que Marc Vandermosten et Kris Hertogen ont donnés sur les richesses des entreprises.»

Un délégué CGSP: «Ce qui a été dit sur le rôle des communistes, du PTB, dans la lutte ouvrière était très convaincant. J'ai beaucoup d'admiration pour Marcel Staquet et pour sa décision de rejoindre l'Amicale du PTB.»

Sans perte de salaire. Ou quand même un peu ?

Les 32 heures débattues au café syndical

Première à VW: les dirigeants syndicaux acceptent 16% de perte de salaire en échange d'une réduction du temps de travail. Abandon d'un principe? Wilfried Dressler, membre du conseil d'entreprise de VW - Salzgitter, lance ainsi le débat sur les 32 heures.

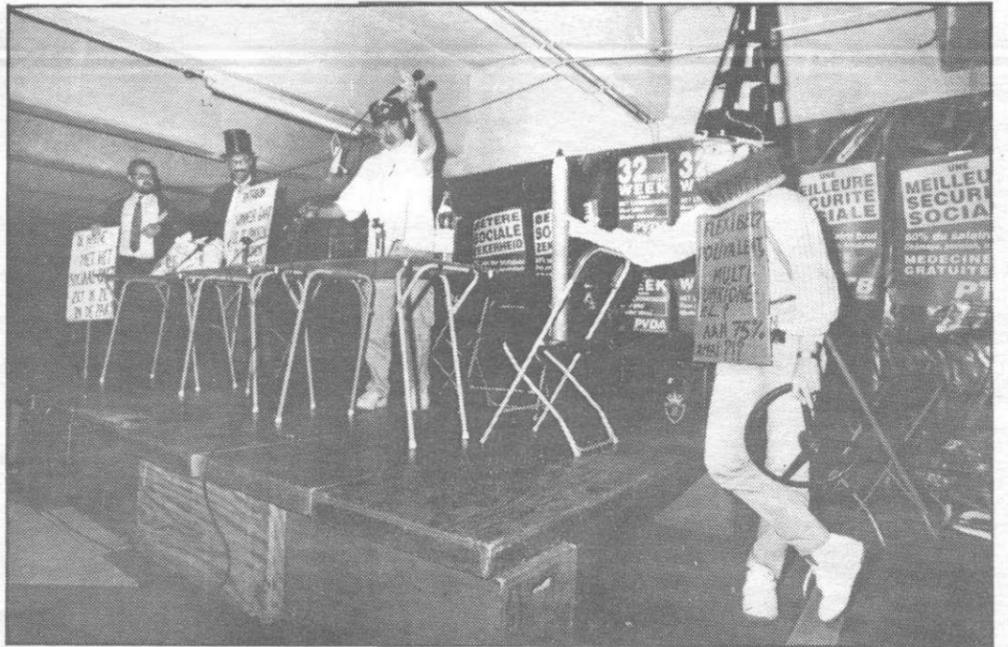
Robert Vaes

La Belgique s'engagera-t-elle dans la même voie? C'est ce dont ont débattu Eric Spiessens du service d'étude du KWB (MOC flamand), Marc Vandermosten de la CNE (centrale chrétienne des employés) et Kris Hertogen (section syndicale du PTB).

Vandermosten: «Dans notre centrale, 32 heures avec maintien du salaire est la revendication générale que nous maintenons. Si une convention collective (CCT) est conclue dans une entreprise bénéficiaire, nous revendiquons la RTT avec maintien du salaire. Mais pour les entreprises en restructuration la question est plus difficile. Les ouvriers y sont souvent exposés au chantage patronal et les ouvriers plus enclins à accepter une certaine réduction salariale. Nous pensons à Clabecq et à Boël.

Eric Spiessens n'a pas plaidé pour la semaine de 32 heures, mais pour la formule plus souple de la semaine de 4 jours. «Cela permet des solutions intermédiaires, comme la semaine de 35 heures. Le KWB plaidera, lors des prochaines CCT, pour une RTT et non pour des hausses salariales.» Comment financer?

Selon le KWB, par la lutte contre la fraude fiscale et le travail au noir, ainsi que par une imposition plus importante des fortunes. En outre, il vaudrait mieux destiner les 52 milliards attribués aujourd'hui aux prépensionnés, à la semaine de quatre jours qui permet de redistribuer le travail.» Mais la porte n'est pas entièrement fermée aux réductions salariales: «S'il est question de la semaine de 32 heures, nous plaiderons pour que les salaires les moins élevés soient maintenus entièrement mais que, pour les autres, la chose soit négociable, à condition toutefois que les autres sources de financement soient envisagées d'abord.» Ainsi, la discussion était enga-



Au café syndical, les dockers anversois avaient préparé un sketch de théâtre. Le magasinier B a vu son salaire baisser de 25%...

gée sur la question de savoir s'il faut accepter ou non des exceptions à la revendication de la réduction du temps de travail avec maintien du salaire.

Rien n'empêche les patrons de créer unecaisse de solidarité avec les entreprises en difficulté.

Kris Hertogen: «La question principale est: qui doit payer la crise? Le PTB dit que les patrons doivent entièrement financer la RTT. Ils en ont les moyens. Les bénéfices des entreprises s'élevaient en 1992 à un total de 700 milliards, ce qui couvre amplement l'introduction générale des 32 heures. Nous ne voulons pas faire de distinctions entre les patrons, ni accepter d'exceptions pour les entreprises en restructuration. Si un patron a des difficultés à payer la semaine de 32 heures, nous n'interdisons nullement aux patrons de constituer une caisse de solidarité pour l'aider - comme les ouvriers l'ont fait. Dans le secteur bancaire, a déclaré Vandermosten, la productivité a augmenté de 15% par an dans les années 80. Pour les années à venir, on s'attend à une hausse de 10% des gains de productivité. La RTT peut donc facilement être payée par ces gains. Spiessens a souligné que cette hausse de la productivité se manifeste partout. «Si vous accordez la RTT à tous les fonctionnaires ainsi qu'au secteur non marchand, les impôts augmenteront à leur tour.» Pas du tout, a répliqué Hertogen. Notre revendication de l'application générale des 32 heures ne coûtera rien à l'Etat.» Au contraire, cela rapportera 94 milliards car les dépenses pour

le chômage diminueront et les cotisations à la Sécu augmenteront.

«Je suis entièrement d'accord en ce qui concerne les chiffres. C'est certainement payable. Mais disposons-nous des forces pour imposer cette RTT?» a demandé Vandermosten. La revendication des 32 heures ne favorisera-t-elle pas les délocalisations? Kris Hertogen a répondu: «Les patrons n'ont pas attendu notre revendication des 32 heures pour délocaliser. Il s'agit d'une stratégie qu'on ne pourra combattre en modérant ses revendications. Il faut construire un large front. La faisabi-

lité des 32 heures dépend uniquement de l'organisation et de la force de la lutte. En affaiblissant la revendication et en acceptant des pertes salariales, on affaiblit l'enthousiasme des ouvriers à lutter pour cet objectif. Nous devons également considérer cette revendication comme celle de tout le mouvement ouvrier. Lors des restructurations de Boël, l'ensemble du patronat de la sidérurgie a défendu la position du patron de Boël. Tous les ouvriers sidérurgistes auraient aussi pu défendre d'une manière aussi unanime les grévistes de Boël.

Sécu: vers le programme libéral via le plan global ?

Le plan global n'ouvre-t-il pas la voie au démantèlement de la Sécurité sociale et à l'américanisation de la Sécu telle que la prévoit le plan des libéraux? Et le partage de la Sécu entre une branche liée au travail et une branche liée aux personnes ne prépare-t-elle pas la privatisation? Voilà les questions posées par le docteur Frans Van Acoleyen, de Médecine pour le Peuple, à Hedwige Peemans-Poulet de „En Marche“, la publication des Mutualités chrétiennes.

H. Peemans-Poulet: «Ils veulent abaisser le niveau de la protection sociale dans notre société. C'est l'objectif du patronat, des libéraux, de toute la droite. Les patrons ont pour objectif de réduire les cotisations patronales. En éliminant les cotisations pa-

troniales à l'assurance-santé et aux allocations familiales, on obtient une diminution de coût salarial de 7%! A première vue, les ouvriers ne remarquent pas une baisse de leur salaire, mais c'est tout de même très dangereux. Car comment faudra-t-il dès lors financer la Sécu? Ce démantèlement est déjà en cours. On dit qu'il faut un équilibre entre les dépenses et les recettes de la Sécu. Mais les gouvernements diminuent sans cesse les recettes. Par exemple par les mesures Maribel, en diminuant les cotisations pour les jeunes, et ainsi de suite. Pour rétablir l'équilibre, il faut continuellement diminuer les dépenses. Cela n'en finit pas. Or ce système de démantèlement est discrètement incorporé dans le plan global.»